

Man könnte zwar bemerken, daß die Grenzen einer Provinz, die eher historisch als geologisch bestimmt worden sind, wohl kaum mit der Kiesablagerung durch einen Fluß während dessen aufeinanderfolgender Phasen zusammenfallen. Die Annäherung darf jedoch nicht als übertrieben bewertet werden, nachdem nicht bestritten wird, daß der gesamte Kies der Maas auf dem Gebiet der Flämischen Region sich in der Provinz Limburg befindet.

Der Umstand, daß der Staatsrat einen Sektorenplan, der gewisse Gewinnungsgebiete bestimmte, für nichtig erklärt hat, weil die getroffene Wahl auf unvollständigen oder inadäquaten Gutachten beruhte, ist der Entscheidung des Dekretgebers, die angefochtenen Maßnahmen auf die Provinz Limburg anwendbar zu machen, fremd.

B.13. Ein Beschwerdegrund, den die klagende Partei in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 693 daraus ableitet, daß das angefochtene Dekret unterlassen hätte, die Bedingungen zu bestimmen, unter denen die Gewinnungsquoten den Unternehmen, die Grundstücke in einer für die Kiesgewinnung in Frage kommenden Gewinnungszone besitzen, gewährt werden können, beruht auf einer falschen Lesung des Dekrets; solche Bedingungen sind nämlich offensichtlich in Artikel 16 § 1 des Dekrets festgelegt worden und gelten nicht nur für Unternehmen, die Inhaber eines Genehmigungsrechtes sind, sondern auch für Unternehmen, die Besitzer von Grundstücken in einer Gewinnungszone, die für die Kiesgewinnung in Frage kam, sind.

B.14. Vom Ministerrat wird ein Beschwerdegrund (A.6.3.b) daraus abgeleitet, daß Artikel 16 des Dekrets der Flämischen Regierung eine Ermächtigung geben würde, die wegen ihres Umfangs nicht statthaft wäre.

Da nicht angegeben wurde, welche Vorschriften, deren Beachtung der Hof gewährleistet, verletzt sein sollen, ist der Klagegrund unzulässig.

B.15. Der Ministerrat kritisiert außerdem die Möglichkeit, die durch Artikel 16 § 3 den Quoteninhabern gegeben wird, die Quote mittels finanzieller Gegenleistung zu übertragen und somit ihren Vorteil zu verdoppeln (A.6.3.c).

Nachdem der Dekretgeber unter Berücksichtigung der Interessen derjenigen, die am direktesten von der Einstellungsentscheidung betroffen sind, während einer beschränkten Periode und in beschränktem Maße die Fortsetzung der Kiesgewinnung zu erlauben berechtigt war, hat er also nicht in unangemessener Weise gehandelt, indem er den Quoteninhabern die Möglichkeit gegeben hat, sich auf eine andere Art und Weise schadloß zu halten, als durch die eigene Kiesgewinnung, und zwar dadurch, daß sie ihre Rechte auf andere, welche bereits Inhaber einer Genehmigungsgenehmigung sind, übertragen.

B.16. Schließlich beruht der Klagegrund, den der Ministerrat aus der Verletzung der Artikel 52 bis 66 des Römer Vertrages, die die Niederlassungsfreiheit und den freien Dienstleistungsverkehr gewährleisten, in Verbindung mit Artikel 11 der Verfassung herleitet (A.6.4), nicht auf anderen Argumenten als denjenigen, die zu B.10.1 bis B.15 geprüft wurden.

Hinsichtlich der übrigen Bestimmungen, deren Verletzung geltend gemacht wird

B.17. Im ersten und dritten Klagegrund in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 693 wird der Verstoß gegen « das Grundprinzip der Handels- und Gewerbefreiheit » und gegen Bestimmungen des Gemeinschaftsrechts geltend gemacht. Diese Klagegründe sind unzulässig aus den gleichen Gründen wie denjenigen, die in bezug auf Artikel 14 zu B.2.1 dargelegt wurden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klagen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 25. April 1995.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1423

[C — 27217]

11 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de nourrissage du grand gibier

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, notamment l'article 12ter;

Considérant l'intérêt général que présente un appoint coordonné de nourriture pour l'équilibre agro-sylvocynétique;

Considérant la nécessité de tenir compte des territoires de chasse clôturés jusqu'au 30 juin 2000 et des populations importantes de sangliers qui y existent;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de fixer les conditions de nourrissage du grand gibier afin d'éviter des dégâts à l'agriculture et d'assurer l'équilibre agro-sylvo-cynégétique pour le 1er juillet 1995, en tenant compte des délais prévus par l'article 6, § 2 et 8 du présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° nourrissage supplétif : un nourrissage d'appoint destiné à du grand gibier et organisé aux seules fins d'assurer l'équilibre agro-sylvo-cynégétique;

2° nourrissage dissuasif : un nourrissage d'appoint organisé aux seules fins de dissuader le sanglier d'aller chercher sa nourriture dans les cultures ;

3° fonctionnaire compétent : l'ingénieur chef de cantonnement dans le ressort duquel le nourrissage est envisagé;

4° territoire de chasse entièrement clôturé : tout territoire de chasse au sens de l'article 2bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, d'au moins 50 ha, entièrement clôturé en périphérie et sans subdivisions internes de moins de 50 ha destinées à retenir du grand gibier.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 2. Le nourrissage de tout grand gibier ne peut être autorisé que s'il est coordonné au sein de territoires biologiquement homogènes.

Art. 3. § 1er. Tout nourrissage de grand gibier est interdit en dehors des bois et forêts à l'exception des établissements d'élevage autorisés conformément à l'article 12bis, § 2, 2e tiret, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

§ 2. Les lieux de nourrissage de tout grand gibier ne peuvent être situés à moins de 200 m d'une lisière forestière ou de tout terrain où le droit de chasse appartient à autrui ainsi qu'à moins de 50 m de tout cours d'eau, en ce compris les sources.

Art. 4. Pour le nourrissage de tout grand gibier sont interdits les déchets ménagers et les déchets d'abattoir.

CHAPITRE III. — Du nourrissage du grand gibier dans les bois et forêts

Art. 5. § 1er. Tout nourrissage supplétif de grand gibier et tout nourrissage dissuasif du sanglier doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du fonctionnaire compétent.

§ 2. La demande de nourrissage doit être adressée au fonctionnaire compétent par le titulaire du droit de chasse ou les titulaires du droit de chasse responsables ou par le Conseil cynégétique agréé.

A partir de la date de réception de la demande, le fonctionnaire compétent dispose d'un délai de trente jours ouvrables pour répondre à la demande d'autorisation. Passé ce délai, la décision est réputée favorable.

§ 3. A la demande de nourrissage sont joints :

1° une carte de l'Institut géographique national au 1/10 000 ou au 1/25 000 reprenant les limites du territoire de chasse et indiquant les lieux de nourrissage envisagés ainsi que les endroits cultivés ou pâturés à protéger;

2° la nature et la quantité des aliments distribués ainsi que les modalités de leur distribution;

3° l'engagement de permettre en tout temps sur le territoire de chasse concerné le libre accès des agents et préposés de la Division de la Nature et des Forêts en vue du contrôle du nourrissage.

Art. 6. § 1er. Le nourrissage supplétif de grand gibier ne peut être autorisé par le fonctionnaire compétent qu'entre le 1er novembre et le 30 avril.

§ 2. Le nourrissage dissuasif du sanglier peut être autorisé par le fonctionnaire compétent pour la totalité ou pour une partie de l'année.

§ 3. L'autorisation de nourrissage de tout grand gibier porte sur un maximum de trois années successives. Elle peut être renouvelée.

Art. 7. En cas de refus, l'intéressé peut adresser un recours auprès du directeur ou du chef d'inspection concerné.

Ce dernier dispose d'un délai de trente jours ouvrables à partir de la date de la réception de la demande pour y donner la suite voulue.

Passé ce délai, le recours est considéré comme ayant été accepté favorablement.

Lorsqu'il estime, après un premier examen, devoir rejeter partiellement ou totalement le recours, le directeur ou le chef d'inspection forestière concerné est tenu de convoquer le requérant par pli recommandé avant toute décision.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 8. A titre transitoire et jusqu'au 30 juin 2000 au plus tard, le nourrissage du sanglier dans les territoires de chasse entièrement clôturés, peut être autorisé par le fonctionnaire compétent à la condition que le demandeur produise, outre les documents exigés à l'article 5, § 3, du présent arrêté, un plan de réduction progressive de manière à aboutir à une population de 10 têtes maximum par 100 ha au plus tard pour le 30 juin 2000.

En forêt soumise au régime forestier, les modalités pratiques des baux de chasse en cours restent d'application, sans préjudice de l'alinéa 1er du présent article, et ce, jusqu'en fin de bail ou en tout cas au plus tard le 30 juin 2000.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 9. Le Ministre ayant la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur au 1er juillet 1995.

Fait à Namur, le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27217]

D. 95 — 1423

**11. MAI 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung des Großwildes**

Aufgrund des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882, abgeändert durch das Dekret vom 14. Juli 1994, insbesondere des Artikels 12ter;

In Erwägung des allgemeinen Interesses einer koordinierten Zusatzfütterung für das Gleichgewicht zwischen der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft und dem Jagdwesen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die bis zum 30. Juni 2000 eingezäunten Jagdgebiete sowie die dort lebenden wichtigen Schwarzwildpopulationen in Betracht zu ziehen;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer Oberster Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit,

In Erwägung der Notwendigkeit, unter Berücksichtigung der in Artikel 6, § 2 und 8 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Fristen die Bedingungen für die Fütterung des Großwildes vor dem 1. Juli 1995 festzulegen, um Schäden an Kulturen vorzubeugen und das Gleichgewicht zwischen der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft und dem Jagdwesen zu gewährleisten;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. - *Definitionen*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Hilfsfütterung : eine für das Großwild bestimmte Zusatzfütterung, deren einziger Zweck darin besteht, das Gleichgewicht zwischen der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft und dem Jagdwesen zu gewährleisten;

2° vorbeugende Fütterung : eine Zusatzfütterung, deren einziger Zweck darin besteht, vorzubeugen, daß das Schwarzwild seine Nahrung in Kulturen abholt;

3° zuständiger Beamter : der Ingenieur-Forstamtschef, in dessen Gebiet die Fütterung geplant wird.

4° ganz eingezäuntes Jagdgebiet : jedes Jagdgebiet im Sinne von Artikel 2bis des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 mit einer Mindestfläche von 50 Ha, dessen ganzer Umkreis eingezäunt ist und ohne innere Unterteile von weniger als 50 Ha, die für das Festhalten von Großwild bestimmt sind.

KAPITEL II. - *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 2. Die Fütterung von irgendwelchem Großwild darf nur erlaubt werden, wenn sie innerhalb biologisch gleichartiger Gebiete koordiniert wird.

Art. 3. § 1. Jede Fütterung von Großwild ist außerhalb der Forste und Wälder mit Ausnahme der gemäß Artikel 12bis, § 2, 2. Strich des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 genehmigten Zuchtbetriebe verboten.

§ 2. Die Fütterungsplätze von Großwild dürfen nicht in einem Abstand von weniger als 200 m eines Waldrandes oder eines Grundstückes, wo das Jagdrecht einem anderen gehört, sowie von weniger als 50 m eines Wasserlaufs, einschließlich Quellen, gelegen sein.

Art. 4. Für die Fütterung von Großwild sind Haushaltsabfälle sowie Abfälle aus Schlachthöfen verboten

KAPITEL III. - *Fütterung des Großwildes in Wäldern und Forsten*

Art. 5. § 1. Jede Hilfsfütterung des Großwildes und jede vorbeugende Fütterung des Schwarzwildes müssen Gegenstand einer vorherigen Genehmigung des zuständigen Beamten sein.

§ 2. Der Antrag auf Fütterung muß dem zuständigen Beamten vom Jagdberechtigten oder von den verantwortlichen Jagdberechtigten oder vom zugelassenen weidmännischen Rat gestellt werden.

Ab dem Empfangsdatum des Antrags verfügt der zuständige Beamte über eine Frist von dreißig Werktagen, um den Antrag zu beantworten. Nach Ablauf dieser Frist wird der Beschluß als günstig betrachtet.

§ 3. Dem Antrag auf Fütterung wird folgendes beigefügt:

1° eine Karte des nationalen geographischen Instituts im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000, die die Begrenzungen des Jagdgebiets, die vorgesehenen Fütterungsplätze sowie die zu beschützenden Anbauflächen oder Weiden angibt;

2° die Art und die Menge des verteilten Futters sowie die Modalitäten seiner Verteilung;

3° die Verpflichtung, jederzeit auf dem betroffenen Jagdgebiet den freien Zugang der Bediensteten und Beamten der Abteilung Natur und Forstwesen zwecks der Kontrolle der Fütterung zu erlauben.

Art. 6. § 1. Der zuständige Beamte darf die Hilfsfütterung des Großwildes nur vom 1. November bis zum 30. April erlauben.

§ 2. Der zuständige Beamte darf die vorbeugende Fütterung für das ganze Jahr oder einen Teil des Jahres erlauben.

§ 3. Die Genehmigung der Fütterung jedes Großwildes bezieht sich höchstens auf drei aufeinanderfolgende Jahre. Sie kann erneuert werden.

Art. 7. Im Falle einer Verweigerung darf der Betroffene beim zuständigen Direktor oder Inspektionschef in Berufung gehen.

Dieser verfügt über eine Frist von dreißig Werktagen ab dem Empfangsdatum des Antrags, um diesem stattzugeben.

Nach Ablauf dieser Frist wird der Einspruch als günstig angenommen betrachtet.

Wenn er nach einer ersten Überprüfung der Ansicht ist, den Einspruch ganz oder teilweise ablehnen zu müssen, ist der betroffene Direktor oder Forstinspektionschef verpflichtet, den Antragsteller vor jedem Beschluß per Einschreibebrief vorzuladen.

KAPITEL IV. — *Übergangsbestimmungen*

Art. 8. Übergangsweise und spätestens bis zum 30. Juni 2000 kann die Fütterung des Schwarzwildes in den ganz eingezäunten Jagdgebieten vom zuständigen Beamten genehmigt werden, unter der Bedingung, daß der Antragsteller außer den in Artikel 5, § 3 des vorliegenden Erlasses verlangten Unterlagen einen Plan zur allmählichen Reduzierung vorlegt, so daß die Schwarzwildpopulation spätestens am 30. Juni 2000 höchstens 10 Stücke pro 100 Ha beträgt.

In den dem Forstgesetzbuch unterliegenden Forsten bleiben die praktischen Modalitäten der laufenden Jagdpachten unbeschadet des ersten Absatzes vom vorliegenden Artikel anwendbar und zwar bis zum Ende der Pacht oder jedenfalls spätestens bis zum 30. Juni 2000.

KAPITEL V. — *Schlußbestimmungen*

Art. 9. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 10. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Juli 1995 in Kraft.

Namur, den 11. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 1423

[C — 27217]

**11 MEI 1995. - Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de bijvoedingsvoorwaarden van grof wild**

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 12ter;

Gelet op het algemeen belang van een gecoördineerde bijvoeding voor het evenwicht van de landbouw, het bos en de jacht;

Overwegende dat het noodzakelijk is rekening te houden met de jachtgebieden afgesloten tot 30 juni 2000 en met de belangrijke populaties wilde zwijnen die er leven;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de bijvoedingsvoorwaarden van grof wild vast te stellen om schade aan de landbouw te voorkomen en het evenwicht van de landbouw, het bos en de jacht tegen 1 juli 1995 te vrijwaren, rekening houdend met de termijnen voorzien bij artikel 6, § 2 en 8 van dit besluit;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° aanvullende bijvoeding : een aanvullende bijvoeding van grof wild dat georganiseerd is met als enige bedoeling het evenwicht van de landbouw, het bos en de jacht te vrijwaren;

2° afleidende bijvoeding : een aanvullende bijvoeding met als enige bedoeling het wild zwijn af te leiden zijn voedsel in teelten te zoeken;

3° bevoegde ambtenaar : de ingenieur-hoofd van de houtvesterij van het gebied waar het bijbrengen van voedsel voorzien is;

4° volledig afgesloten jachtgebied : elk jachtgebied in de zin van artikel 2bis van de jachtwet van 28 februari 1882, van ten minste 50 ha, volledig aan de buitenkant afgesloten en zonder interne indelingen van minder dan 50 ha voor het houden van grof wild.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. De bijvoeding van elk soort grof wild is slechts gemachtigd indien het gecoördineerd is binnen biologisch homogene gebieden.

Art. 3. § 1. Elke bijvoeding van grof wild is verboden buiten de bossen en wouden, behalve wat betreft de fokbedrijven gemachtigd overeenkomstig artikel 12bis, § 2, 2e streepje, van de jachtwet van 28 februari 1882.

§ 2. De bijvoedingsplaatsen van elk soort grof wild mogen niet gelegen zijn op minder dan 200 m. van een bosrand of van elk terrein waar het jachtrecht tot iemand anders behoort, alsook op minder dan 50 m. van een waterloop, de bronnen inbegrepen.

Art. 4. Huishoudelijke afval en slachthuisafval zijn verboden als bijvoeding van grof wild.

HOOFDSTUK III. — *De bijvoeding van grof wild in bossen en wouden*

Art. 5. § 1. Elke aanvullende bijvoeding van grof wild en elke afleidende bijvoeding van wilde zwijnen moet voorafgaand gemachtigd worden door de bevoegde ambtenaar.

§ 2. De aanvraag om bijvoeding moet bij de bevoegde ambtenaar ingediend worden door de houder van het jachtrecht of de verantwoordelijke houders van het jachtrecht of door de erkende jachtraad.

Vanaf de ontvangstdatum van de aanvraag beschikt de bevoegde ambtenaar over een termijn van dertig werkdagen om een antwoord te geven op de aanvraag om machtiging. Na dit termijn wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 3. Bij de aanvraag om bijvoeding worden gevoegd :

1° een kaart van het Nationaal Geografisch Instituut op schaal 1/10 000 of 1/25 000 met aanduiding van de grenzen van het jachtgebied, de voorziene bijvoedingsplaatsen en de bebouwde gronden of de te beschermen weiden;

2° de aard en de hoeveelheid uitgedeeld voedsel alsook de wijze van zijn verdeling;

3° de verbintenis altijd vrije toegang tot het betrokkene jachtgebied te verlenen aan de agenten en aangestelden van de Afdeling Natuur en Bossen voor de controle van de bijvoeding.

Art. 6. § 1. De aanvullende bijvoeding van grof wild kan slechts door de bevoegde ambtenaar gemachtigd worden tussen 1 november en 30 april.

§ 2. De afleidende bijvoeding van wilde zwijnen kan door de bevoegde ambtenaar gemachtigd worden voor het ganse jaar of voor een deel van het jaar.

§ 3. De machtiging tot bijvoeding van grof wild is maximum drie opeenvolgende jaren geldig. Zij is vernieuwbaar.

Art. 7. In geval van weigering kan de belanghebbende een beroep indienen bij de betrokkene directeur of het betrokkene bosinspectiehoofd.

Deze beschikt over een termijn van dertig werkdagen vanaf de ontvangstdatum van de aanvraag om er het gepaste antwoord op te geven.

Na dit termijn wordt het verzoek als gunstig ontvangen beschouwd.

Indien hij acht na een eerste onderzoek het beroep geheel of ten dele te verwijzen is de betrokkene directeur of het betrokkene bosinspectiehoofd ertoe gehouden de verzoeker bij aangetekende brief te doen verschijnen vooraleer een beslissing te nemen.

HOOFDSTUK IV. - *Overgangsbepalingen*

Art. 8. Bij wijze van overgangsmaatregel en tot 30 juni 2000 ten laatste kan de bevoegde ambtenaar de bijvoeding van wilde zwijnen machtigen onder de voorwaarde dat de aanvrager buiten de in artikel 5, § 3, van dit besluit vermelde stukken een plan van geleidelijke vermindering voorlegt om een populatie van maximaal tien stuks per 100 ha ten laatste op 30 juni 2000 te bekomen.

In de bossen onder bosregeling blijven de praktische regelingen van de lopende jachthuren toepasselijk, onverminderd de bepalingen van het 1ste lid van dit artikel, tot het einde van de huur of, in ieder geval, tot ten laatste 30 juni 2000.

HOOFDSTUK V. - *Slotbepalingen*

Art. 9. De Minister, tot wiens bevoegdheden de jacht behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit wordt van kracht op 1 juli 1995.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Kmo's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 — 1424

[C — 27218]

11 MAI 1995. - *Arrêté du Gouvernement wallon*

fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1er juillet 1995 au 30 juin 2000

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, notamment les articles 1er ter, 2, alinéa 2, 9, 2°, 9bis et 10, alinéa 5;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 mai 1993 relatif aux conditions d'exercice de la vénerie;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, en date du 2 mai 1995;

Vu la concertation des Gouvernements régionaux concernés, en date du 5 mai 1995, conformément à l'article 6, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la concertation des Gouvernements concernés, en date du 10 mai 1995, conformément à l'article 2 de la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970, approuvée par la loi du 29 juillet 1971;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité légale de publier l'arrêté relatif à l'ouverture et à la fermeture de la chasse trente jours au moins avant le 1er juillet 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

TITRE Ier. - *De la portée de l'arrêté*

Art. 1er. Le présent arrêté est applicable du 1er juillet 1995 au 30 juin 2000 pour cinq années cynégétiques consécutives comprenant douze mois et s'étendant chacune du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante.

Art. 2. La chasse de tout gibier, non visé au présent arrêté, est interdite.